



Frère Tomás González Castillo, OFM, (centre), fondateur de La 72 est présenté dans Franciscan Spotlight.

FRANCISCANS INTERNATIONAL NEWSLETTER 2017

DANS CETTE ÉDITION

FRANCISCAN SPOTLIGHT

Frère Tomás González Castillo

2

ÉVÈNEMENTS

Formation de formateurs

3

Répondre à la crise migratoire

3

ARTICLE

Philippines : la crise à Marawi

5

Bienvenue dans le bulletin d'information de Franciscans International!

Ce bulletin, que vous recevrez trois fois par an, est composé de deux parties et donne un aperçu complet de notre travail. Une version email vous renvoie par des liens vers des documents ayant trait à notre engagement aux Nations Unies (comprenant des déclarations orales soumises à divers organes des Nations Unies, des contenus multimédias ainsi que nos publications les plus récentes). Une version en ligne vous permet quant à elle d'accéder à de plus amples informations au sujet des principaux événements et initiatives sur lesquels Franciscans International travaille actuellement.

Dans cette édition, vous en saurez plus sur une session de formation ayant eu lieu à Genève, mais aussi sur des initiatives franciscaines pour répondre au défi migratoire en Amérique Centrale et au Mexique ainsi que sur la crise en cours à Marawi, aux Philippines.

Nous espérons que vous trouverez ce bulletin instructif et attrayant. Et, bien sûr, si vous souhaitez en apprendre plus sur le travail de Franciscans International, n'hésitez pas à vous rendre sur notre site internet : www.franciscansinternational.org.

Fraternellement,

Markus Heinze, OFM



(à gauche) Un jeune dans un centre d'évacuation de la périphérie de Marawi. Les Franciscains aux Philippines ont été parmi les premiers à apporter une aide humanitaire aux personnes déplacées à l'intérieur du territoire de Marawi en fournissant de la nourriture, une assistance médicale et des moyens de subsistance. (à droite) Un débat sur la crise migratoire en Amérique Centrale et au Mexique dans le bureau de Franciscans International à New York, organisé en collaboration avec le Centre d'accueil pour personnes migrantes des Franciscains.



FRANCISCAN SPOTLIGHT

Br. Christian Seno, OFM

Franciscan Spotlight est une nouvelle section qui dévoilera le travail de terrain de partenaires de Franciscans International. Au travers de brèves interviews, ces frères et sœurs partageront leur passion pour les droits de l'homme, un aperçu de leur travail ainsi que leurs espoirs d'un avenir meilleur.

Notre premier Franciscan Spotlight présente l'engagement de Frère Tomás González Castillo, OFM, fondateur de La 72, un refuge pour personnes migrantes et réfugiés à Tenosique, dans la région de Tabasco au Mexique. Frère Tomás a récemment été nommé comme finaliste pour l'obtention de la distinction Nansen pour les réfugiés, décernée par les Nations Unies. Ce prix doit son nom à Fridtjof Nansen, un explorateur, scientifique, diplomate et humanitaire norvégien, lauréat du prix Nobel de la paix et premier Haut Commissaire pour les Réfugiés à la Société des Nations. La distinction Nansen pour les réfugiés honore des individus en récompense de leur dévouement exceptionnel en faveur de la protection des réfugiés.

Le 18 octobre 2017, Frère Tomás a reçu le prix Human Rights First pour son travail de plaidoyer en faveur des migrants et réfugiés. Human Rights First l'a présenté ainsi : « La tête haute, Frère Tomás défend sans relâche les droits de l'homme des migrants et met le gouvernement mexicain au défi de mettre fin à l'impunité des crimes commis envers la population la plus vulnérable de l'hémisphère. »

Franciscan Spotlight a discuté avec Frère Tomás de l'intérêt de recevoir une reconnaissance internationale pour son travail humanitaire et de l'importance de plaider pour les droits de l'homme en tant que Franciscain.

Que signifie pour vous d'avoir été nommé comme finaliste pour la distinction Nansen des Nations Unies pour les réfugiés et comme lauréat du prix Human Rights First à New York ?

Ce n'est pas la reconnaissance de l'engagement d'un seul individu car la , car la 72 est un effort collectif de plusieurs années. C'est la reconnaissance mais bien celle du travail des nombreuses personnes passées par Tenosique et qui ont cru en notre projet. La 72 est un effort collectif sur plusieurs années. Comme Franciscain, c'est une reconnaissance de notre famille et de notre ordre.



En quoi cet honneur aura-t-il un impact sur votre travail avec les migrants et les réfugiés à la 72 ?

Cette reconnaissance, ou plutôt cette nomination, nous engage à continuer de travailler avec passion, sans relâche ; parce que les personnes migrantes et les réfugiés continueront de venir et continueront de souffrir.

En quoi est-ce qu'une collaboration avec Franciscans International et les Nations Unies vous aide dans votre travail avec les personnes migrantes et les réfugiés au Mexique ?

Franciscans International est un allié stratégique. La question de la migration et des réfugiés est un thème « transversal » pour le pontificat actuel et, pour nous Franciscains, il est impératif de travailler avec eux.

Pourquoi est-il si important d'inclure le travail pour les droits de l'homme dans ton ministère de frère franciscain ?

Nous les Franciscains avons un héritage spirituel monumental. Nous n'avons pas encore mesuré tout le potentiel de notre histoire et de notre identité franciscaine. La lutte pour les droits de l'homme est une manière de plus d'incarner notre charisme franciscain. Mais je crois que les droits de l'homme devraient imprégner tout le travail d'évangélisation de notre ordre.

Comment est-ce que d'autres Franciscains au Mexique et de par le monde peuvent s'impliquer dans le plaidoyer pour nos frères et sœurs migrants et réfugiés ?

La réalité migratoire au Mexique et aux Etats-Unis est marquée par la souffrance. Les politiciens, gouverneurs et détenteurs du pouvoir économique ont travaillé pour créer des frontières, concevoir des murs ; chaque Franciscain et chaque province devraient dès aujourd'hui se mettre au service des personnes migrantes et des réfugiés, en accord avec l'Évangile.



Le bureau de Franciscans International de Genève a offert une session de formation pour les partenaires franciscains sur les interactions entre les normes relatives aux droits de l'homme, le développement durable et les engagements pris par les Etats pour lutter contre le changement climatique.

FORMATION DE FORMATEURS

Cédric Chatelanat, Project Manager

Cet automne, Franciscans International a organisé une session de formation interrégionale à son bureau de Genève pour renforcer les compétences de formateurs de son réseau international en lien avec les droits de l'homme, les Objectifs de Développement Durable et le changement climatique. Onze participants représentant 10 pays différents d'Afrique, d'Asie-Pacifique, des Amériques et d'Europe ont participé à cette formation et profité de cet espace pour partager leurs expériences et connaissances.

Les participants ont aussi discuté avec un éventail d'experts afin d'identifier des stratégies pour collaborer avec les Nations Unies à New York et à Genève sur des thèmes tels que l'extrême-pauvreté, l'accaparement des terres, l'assainissement de l'eau et les abus commis par les entreprises. Afin de passer de la théorie à la pratique, la plupart d'entre eux ont saisi l'opportunité d'être à Genève pour faire du lobbying auprès des missions diplomatiques et des experts des Nations Unies sur ces thèmes importants.

Les Franciscains ainsi que des organisations partenaires laïques ont sélectionné des personnes expérimentées pour la session de formation. Par exemple, une sœur franciscaine engagée avec les communautés locales dans la planification urbaine de Mukuru, l'un des bidonvilles les plus étendus du Kenya. Ou encore un frère indien se battant pour défendre les droits de groupes marginalisés, privés de leurs terres par des entreprises. Tous sont repartis de Genève en emportant

avec eux non seulement des connaissances techniques mais également des plans d'actions concrètes.

Plusieurs des projets débattus pendant la formation sont déjà en cours, y compris un séminaire régional qui aura lieu en Ouganda avant la fin de l'année.

D'autres collaborations et projets pour plaider en faveur d'un renforcement de la protection des droits de l'homme dans le cadre des Objectifs de Développement Durable et du changement climatique sont prévus pour 2018.

RÉPONDRE À LA CRISE MIGRATOIRE

Un évènement avec le Centre pour Personnes Migrantes et La 72

Br. Christian Seno, OFM

Le 17 octobre, Franciscans International s'est associé au Centre pour personnes migrantes à l'Eglise de Saint François d'Assise pour parrainer une table ronde en réponse à la crise migratoire au Mexique et en Amérique Centrale. Cette réunion en petit comité a eu lieu le soir avant le dîner pour le prix Human Rights First, décerné à Frère Tomás González Castillo, fondateur du foyer pour personnes migrantes et réfugiés La 72, pour son travail de défense des droits des migrants dans le Sud du Mexique. Le panel, modéré par le travailleur social Waleska Cabrera, comprenait Ramón Márquez, directeur de La 72, Eleanor Acer, directrice principale chargée de la protection des réfugiés à Human Rights First et Teresa Gutiérrez, militante pour les droits des immigrants.

Ramón Márquez a présenté la situation actuelle au Mexique avec des statistiques alarmantes sur les expériences des personnes migrantes et des réfugiés qui franchissent la porte de La 72. Durant les six années de fonctionnement du refuge, M. Marquez a noté que plus de 75'000 personnes sont passées par le refuge. Rien qu'en 2016, plus de 13'800 personnes ont été reçues à La 72. « Nous ne sommes pas les seuls à prêter une assistance humanitaire ; nous ne sommes pas là pour faire de la charité. Nous sommes [là] pour défendre des droits. Nous sommes là pour promouvoir des droits. Ainsi, nous voulons que les personnes qui arrivent au centre s'identifient comme défenseurs des droits de l'homme. »



Etant donné l'intérêt porté par les médias aux débats enflammés autour de l'immigration aux Etats-Unis, M. Márquez a souligné que les politiques de l'administration Trump ont eu un impact sur le flux migratoire au Mexique. En 2017, le refuge a enregistré une forte diminution du nombre de migrants. Dans le même temps, le nombre de demandeurs d'asile au Mexique a doublé. Le nombre accru de personnes fuyant la violence en Amérique Centrale et se réfugiant au Mexique se heurte à une résistance de la part du gouvernement mexicain.

Les politiques anti-immigrants et anti-réfugiés des gouvernements mexicains et des Etats-Unis ont quant à elles été dénoncées par Eleanor Acer. Mme Acer s'est concentrée en particulier sur les politiques de l'administration Trump qui ont pour objectif de limiter le flux migratoire, tel ce projet de loi qui empêcherait les réfugiés qui passeraient, au cours de leur périple, par des « pays tiers sûrs » identifiés (tels que le Mexique ou la Turquie), de déposer une demande d'asile aux Etats-Unis. Pour Mme Acer, c'est une source de préoccupation : « Contrairement à ce qu'affirme le discours officiel, les Etats-Unis n'accueillent qu'un très faible pourcentage des réfugiés au niveau mondial, particulièrement si on le compare à sa capacité... Et ce que font les Etats-Unis donne le ton au reste du monde. »

Human Rights First a étudié les moyens de répondre à ces défis en effectuant des recherches sur le système d'asile mexicain. Le rapport publié suite à ce travail identifie les raisons pour lesquelles le Mexique ne peut pas être considéré comme un « pays tiers sûr » et démontre clairement que les Etats-Unis ne peuvent pas le déclarer comme tel légalement, conformément aux normes internationales de droits de l'homme.

Teresa Gutiérrez, activiste pour les droits des immigrants, a quant à elle partagé un témoignage poignant. Elle a relaté comment le voyage des migrants et réfugiés est marqué par le racisme, mais aussi « une haine et une colère sans fondements qui s'attaquent à notre essence même en tant qu'êtres humains » Elle a fait un récit accablant de l'injustice à laquelle elle et d'autres migrants et réfugiés font face.

Mme Gutiérrez a fait le lien entre les injustices économiques auxquelles sont confrontés les travailleurs sans papiers aux Etats-Unis et les violations des droits de l'homme qui affectent les migrants et réfugiés de manière plus large. « Nous nous heurtons



Le 17 octobre, Franciscans International a parrainé une table ronde sur la crise migratoire au Mexique et en Amérique Centrale. Cet événement a rassemblé des défenseurs des droits de l'homme. (en bas) Frère Julian Jagudilla, OFM, du Centre pour personnes migrantes à New York.

à une discrimination en termes de droits de l'homme. Il s'agit d'une nouvelle ère d'esclavage. » Selon Mme Gutiérrez, les quelques 12 milliards de dollars que paient les immigrants sans papiers en impôts est un bel exemple de la malhonnêteté d'un système qui pénalise les personnes en situation vulnérable.

Mme Gutiérrez a terminé en lançant un appel aux Franciscains, « De quoi avons-nous besoin des Franciscains et des autres groupes qui prétendent nous aider ? Nous avons besoin d'action... c'est maintenant qu'il vous faut nous inclure et nous prendre au sérieux, vous organiser et vous informer mutuellement afin de créer un puissant réseau de femmes et d'hommes de foi. » De même, M. Márquez nous a exhorté à « suivre l'exemple de Saint François. « Accueillez-les, embrassez-les, écoutez-les, accompagnez-les, donnez-leur de l'espoir, donnez-leur la dignité. » Le travail de Franciscans International, en collaboration avec ses partenaires tels que le Centre pour personnes migrantes et La 72, aspire à répondre à cet appel.

PHILIPPINES : LA CRISE À MARAWI

Plus de 400'000 personnes ont été déplacées de la ville de Marawi.

Paolo Cravero, Communications Officer

Depuis le 23 mai 2017, la ville islamique de Marawi, la capitale de la province musulmane de Lanao del Sur dans la région autonome musulmane de Mindanao, aux Philippines, est l'épicentre de la violence sur cette île.

Ce jour-là, l'armée philippine et une entité islamique radicale locale, le groupe Maute, supposément affiliée à l'Etat islamique (EI), ont combattu dans la ville. Cette bataille s'est rapidement transformée en siège. Depuis le mois de juin, les données officielles ont établi que plus de 400'000 personnes ont été déplacées vers des provinces voisines.

Des Franciscains locaux ont été parmi les premiers à apporter une assistance humanitaire aux personnes déplacées à l'intérieur du territoire de Marawi en fournissant de la nourriture, une assistance médicale et des moyens de subsistance. Les Franciscains ont également proposé des interventions psycho-sociales (similaires à des sessions de thérapie de groupe) dans le but d'aider ces personnes à surmonter le traumatisme subi.

Norly Sara Paingco, 24 ans, était présente à l'une de ces rencontres. Avant le 23 mai, elle était étudiante dans la ville de Marawi. Ce jour-là elle a dû quitter sa maison et son école. Elle vit désormais dans un centre d'évacuation à Baloi, dans la province de Lanao del Norte, quelques 30 km au nord de la ville de Marawi.

« Pourquoi sommes-nous évacués de nos maisons? Pourquoi sommes-nous considérés comme des terroristes ? » demande-t-elle en pleurs. « Maintenant je ne peux plus étudier. Mon futur est détruit. »

Depuis le mois de mai, la crise à Marawi s'est intensifiée et la loi martiale, initialement proclamée pour la ville de Marawi seulement, a été étendue à toute l'île de Mindanao le 22 juillet.

Les conditions de vie des personnes déplacées à l'intérieur du pays sont de plus en plus préoccupantes et la Sénatrice Leila de Lima, ex-présidente de la Commission nationale des droits de l'homme, a demandé à l'administration du président Duterte d'inviter formellement le Rapporteur spécial des



Norly Sara Paingco, 24 ans, a assisté à une réunion organisée par des Franciscains. Norly a été déplacée de force de Marawi et vit maintenant dans un centre d'évacuation à Baloi, dans la Province de Lanao del Norte, à environ 30 km au nord de la ville de Marawi.

Nations Unies sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays, Cecilia Jimenez-Damary, afin qu'elle enquête sur le nombre croissant de citoyens déplacés en raison de la crise. Selon le journal *The Philippine Star*, « la sénatrice dit que le gouvernement, en tant que responsable légal de la protection des Philippines qui ne peuvent se protéger eux-mêmes, a le devoir de mener une enquête impartiale par le biais d'une commission indépendante dirigée par le Rapporteur spécial des Nations Unies. »

Budi Tjahjono, le coordinateur de Franciscans International pour l'Asie-Pacifique, était récemment à la ville d'Iligan - à 40km de Marawi - pour participer à une réunion avec le groupe Justice, Paix et Intégrité de la Création des Franciscains de Mindanao intitulé « Franciscans, ONE with Marawi. » Dans le contexte de cette réunion, dont l'objectif était de renforcer les actions franciscaines en réponse à la crise, M. Tjahjono a également rendu visite à l'un des centres d'évacuation où des Franciscains locaux fournissent une assistance humanitaire et plaident en faveur des personnes déplacées. Son analyse de la situation est similaire à celle fournie par la Sénatrice de Lima. Selon lui, « il est très important de remédier immédiatement à la situation des personnes déplacées en accord avec les Principes directeurs des Nations Unies relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays. Il ajoute que « les Philippines devraient inviter le rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays à visiter Marawi et sa région. Par ailleurs, le gouvernement devrait aussi reconsidérer sa position en ce qui concerne la loi 1142 sur les droits des personnes déplacées. »